

« Nous ne devons pas parler uniquement de technologie, mais également de nos habitudes », estime Ronny Kaufmann, ici sur la place de la gare à Berne.



« Le gaz est une pierre angulaire de la transition énergétique »

Le gaz synthétique d'origine renouvelable constitue un élément clé de la transition énergétique, estime Ronny Kaufmann, directeur de l'alliance des services industriels Swissspower. Il pourra bientôt être produit en Suisse, mais des obstacles réglementaires subsistent actuellement. Swissspower compte donc importer également du gaz liquéfié d'Islande. *Matthias Hausherr*

M. Kaufmann, la NZZ déplorait récemment le secret qui entoure généralement le secteur du gaz. Partagez-vous ce point de vue ?

Non. Il n'y a rien d'opaque dans les pratiques des services industriels de l'alliance Swissspower, qui distribuent la moitié du gaz consommé en Suisse. Sans compter que l'Association suisse de l'industrie gazière et ses membres sont eux aussi présents sur la scène publique avec leurs campagnes de marketing.

Le gaz naturel fournit 14 % de l'énergie primaire consommée en Suisse. Dans quels domaines est-il principalement utilisé ?

Les ménages consomment un peu plus de 40 % du gaz et environ 20 % d'entre eux l'utilisent pour se chauffer. Le gaz est également essentiel pour l'industrie, avec une part de 35 % affectée à la production de chaleur industrielle et au chauffage. Le secteur tertiaire en absorbe 22 % et les transports, avec 13 500 véhicules à gaz, 1 %. Cette source d'énergie est donc importante pour la Suisse.

D'où provient le gaz ?

La Suisse n'a pas de gisements de gaz naturel. Elle en importe principalement de l'Union européenne, de Russie et de Norvège. Swissspower se charge des achats groupés à l'étranger pour le compte des quatre sociétés de distribution régionales, les services industriels ne s'en occupent pas. Il en va autrement du biogaz : certains services industriels ont leurs propres installations de production ou des contrats avec des entreprises agricoles suisses. Ils en importent également de l'étranger. Contrairement

à ce qui se passe pour l'électricité, la Suisse dépend beaucoup de l'étranger pour le gaz.

Le gaz naturel émet certes la moitié moins de CO₂ que le charbon ou le pétrole, mais il reste essentiellement un combustible d'origine fossile. A-t-il un avenir ?

Nous devons remplacer le gaz naturel d'origine fossile à moyen et long terme si nous voulons parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. Le problème est qu'il sera difficile de le remplacer par l'électricité, notamment dans les procédés industriels à haute température. D'où l'importance d'augmenter la part de gaz d'origine renouvelable. De nombreux services industriels affiliés à Swissspower disposent déjà de 10 à 20 % de biogaz dans leur produit standard. Nous allons dans la bonne direction, mais notre objectif à long terme doit être de ne livrer que du gaz d'origine 100 % renouvelable, sous forme de biogaz, mais surtout de gaz synthétique produit dans des installations de conversion dites « power to gas » à partir des excédents d'électricité renouvelable.

Ronny Kaufmann

Ronny Kaufmann (44 ans) est depuis cinq ans directeur général de Swissspower, une alliance stratégique de services industriels qui proposent des prestations dans les domaines de l'électricité, du gaz, du chauffage, des télécommunications et de l'eau. Ce politologue de formation a auparavant œuvré à la Poste, puis comme associé d'une société de conseil en économie et en communication. Il est par ailleurs membre du conseil d'administration de la Poste, chargé de cours dans plusieurs hautes écoles et éditeur de revues spécialisées consacrées à la gestion des affaires publiques et à la gouvernance d'entreprise.

Sur la centaine de services industriels suisses, 21 seulement sont actionnaires de Swisspower. Pourquoi si peu ?

Il serait naturellement intéressant d'avoir plus d'actionnaires, mais nous attachons davantage d'importance à leur engagement qu'à leur nombre. Nous ne sommes pas une fédération. Nos activités consistent pour l'essentiel à réaliser des projets de coopération pour lesquels les actionnaires seraient trop petits s'ils agissaient seuls. Tous les actionnaires adhèrent en outre aux objectifs formulés dans notre Plan directeur 2050.

Quels objectifs de durabilité avez-vous définis en approuvant cette stratégie ?

Les services industriels membres de Swisspower entendent fournir à leurs clients une énergie 100 % renouvelable et climatiquement neutre au plus tard en 2050. Cet objectif s'aligne sur la politique du Conseil fédéral et sur les exigences de l'Accord de Paris.

« D'un point de vue entrepreneurial, il s'agit d'investir là où l'utilité économique et écologique marginale du franc investi est la plus élevée. »

Que fait concrètement Swisspower pour atteindre ce but ?

Tout d'abord, les services industriels développent leur capacité de production d'énergie renouvelable, en Suisse comme à l'étranger. Deuxièmement, nous es-

sayons de rendre nos systèmes énergétiques plus efficaces. Le canton de Genève a par exemple réussi à diminuer significativement sa consommation d'énergie grâce à un programme d'efficacité énergétique mené par ses services industriels, et cela malgré la croissance démographique et économique. L'amélioration de l'efficacité énergétique est l'un des facteurs clés de la transition énergétique.

Quel est l'impact de cette évolution sur le secteur du gaz ?

Dans notre plan directeur, nous avons une vision globale du secteur énergétique et ne tenons pas compte uniquement du gaz, car les services industriels fournissent l'énergie sous diverses formes. D'un point de vue entrepreneurial, il

s'agit d'investir là où l'utilité marginale – tant économique qu'écologique – du franc investi est la plus élevée. Chaque fois qu'il est judicieux d'investir dans un réseau de chauffage, les services industriels le font. Là où le chauffage urbain ou les pompes à chaleur ne conviennent pas, nous voulons rendre le gaz aussi renouvelable que possible.

Actuellement, seul 1 % du gaz consommé en Suisse provient du biogaz indigène. Sa production en Suisse est-elle un marché en croissance ?

Nous pouvons l'affirmer. Je suis aussi d'avis qu'il faut maximiser la production de biogaz en Suisse. Le potentiel du marché suisse du biogaz est toutefois limité, car la disponibilité de la biomasse n'est pas infinie.

La production du biogaz est-elle économiquement rentable ?

Cela dépend. Les installations de méthanisation qui produisent du gaz à partir de la biomasse sont certes importantes, mais ne présentent pas un grand intérêt économique puisqu'une production à grande échelle est pratiquement impossible. Du point de vue industriel, il est bien plus intéressant de convertir l'électricité en gaz au moyen d'une technologie « power to gas » : le potentiel de ce secteur équivaut à un multiple de celui du biogaz, car ces systèmes pourront être développés dès que les sources d'énergie renouvelables volatiles produiront des excédents.

Vous êtes impliqué dans un tel projet en Islande. De quoi s'agit-il ?

En Islande, de nombreux ouvrages hydroélectriques doivent laisser l'eau déborder des barrages durant la fonte des neiges sans pouvoir l'utiliser. Nous voulons valoriser ces excédents d'électricité renouvelable pour créer du gaz synthétique par électrolyse, en utilisant le CO₂ qui se dégage naturellement du sol. Il sera ainsi possible de stocker les excédents et de les utiliser lorsqu'ils seront nécessaires. Les ressources permettant de convertir l'électricité en gaz sont abondantes en Islande. La construction d'une première usine fait actuellement l'objet de diverses études.

Comment ce gaz sera-t-il acheminé jusqu'en Suisse ?

Le gaz produit est comprimé, puis transporté par bateau en Suisse à l'état liquide. Nous avons là aussi un chantier réglementaire : nous ne pouvons pour l'heure pas utiliser le réseau gazier européen, car il n'existe aucun système qui certifie l'origine renouvelable du gaz.

Autrement dit, l'importation de biogaz par gazoduc reste assujettie à la taxe sur le CO₂, mais pas celle de gaz liquéfié ?

Oui. Le problème concerne le biogaz transporté par gazoduc, pour lequel il n'existe aucun système de certification d'origine harmonisé au niveau international. En revanche, pour le gaz importé par conteneurs, nous pouvons prouver qu'il s'agit de biogaz et ne devons ainsi pas nous acquitter de la taxe sur le CO₂. L'absence de registre de ce genre complique donc l'importation de biogaz ou de gaz synthétique d'origine renouvelable. La Confédération s'est attelée au problème, ce dont je me félicite. Un registre international du biogaz doit voir le jour dans les meilleurs délais.

Swisspower participe également à un projet permettant de convertir l'électricité en gaz sur notre territoire. Comment fonctionnera cette usine ?

Je suis très fier de ce projet, dont le premier coup de pioche sera donné l'an prochain. La centrale de Limeco à Dietikon (ZH) sera la plus grande installation «power to gas» du monde à fonctionner sur le principe de la méthanisation biologique. Comme en Islande, nous profiterons d'une source de gaz existante : le gaz de digestion libéré par l'épuration des eaux usées, que nous transformerons en méthane renouvelable en utilisant l'électricité produite par une usine d'incinération des ordures ménagères. Ce gaz sera ensuite injecté dans le réseau.

Ces méthodes sont-elles rentables ?

Oui, et le projet de Limeco montre que la technologie «power to gas» est déjà concurrentielle. Ce n'est aujourd'hui le cas que sur les quelques sites qui produisent l'électricité sur place. Il faut modifier la réglementation si l'on veut en exploiter tout le potentiel.

À quelles adaptations pensez-vous ?

La rentabilité de la technologie «power to gas» dépend essentiellement du prix de l'électricité, qui est fortement influencé par les redevances de réseau. Il serait donc nécessaire d'exonérer de ces redevances les installations qui soutiennent le système et aident à stabiliser le réseau électrique.

En d'autres termes, vous espérez que la Confédération vous octroie une subvention ?

Non, il ne s'agit pas là d'une subvention, mais d'un traitement égalitaire de toutes les technologies d'accumulation d'énergie. Les centrales de pompage-turbinage sont de fait déjà exonérées de ces redevances.

Le rendement de la technologie «power to gas» est encore très faible.

L'alternative à cette technologie serait de ne plus du tout valoriser les excédents du courant renouvelable. Son rendement n'est pas si faible, car cette technologie avance à pas de géant. En l'état actuel, il dépasse 60 % et même 80 % si l'on ne tient compte que de l'électrolyse. Et il pourra encore augmenter si on utilise également la chaleur résiduelle.

De quel œil voyez-vous la forte progression des partis écologistes lors des dernières élections fédérales ?

Personnellement et dans l'optique de Swisspower, je salue la montée des partis verts. Toutefois, j'ai également constaté lors de mes échanges avec certains nouveaux députés sensibles aux questions écologiques que les préjugés contre le gaz, considéré comme une énergie fossile et mauvaise, demeurent tenaces. Il est à mon avis faux d'opposer les sources énergétiques les unes aux autres : électricité contre gaz, éolien contre solaire, etc. Si nous voulons réellement passer à un système fondé sur les énergies renouvelables, nous ne pouvons pas garder nos œillères idéologiques. Le gaz est une pierre angulaire de la transition énergétique.

« La centrale de Limeco à Dietikon sera la plus grande installation «power to gas» du monde à fonctionner sur le principe de la méthanisation biologique. »

C'est-à-dire ?

Pour être conforme aux objectifs de la Stratégie énergétique 2050, le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable passe obligatoirement par une forte progression du solaire photovoltaïque. Nous aurons donc d'énormes excédents de production indigène en été et d'énormes déficits en hiver. Valoriser ces excédents à grande échelle ne peut se faire qu'à l'aide de centrales « power to gas ». Le gaz climatiquement neutre ainsi obtenu permettra en hiver de produire de l'électricité et de la chaleur dans les centrales de couplage chaleur-force et de réduire notre dépendance envers l'étranger. Par ailleurs, nous continuerons à avoir besoin des réseaux de gaz pour la distribution capillaire. Si nous prenons la mauvaise direction maintenant, nous constaterons probablement en regardant dans le rétroviseur en 2035 que nous avons commis une erreur.

Les services industriels de Bâle, actionnaires de Swisspower, veulent démanteler partiellement leur réseau de gaz à partir de 2030. Commentent-ils une erreur ?

Leur stratégie découle d'une décision politique du canton de Bâle-Ville de n'autoriser les nouveaux chauffages au gaz et au mazout qu'à titre exceptionnel. Dans une perspective commerciale, ces nouvelles conditions-cadres constituent assurément une entrave à l'activité des services industriels.

Vous parlez de conditions-cadres : en lien avec la libéralisation partielle du marché proposée par le Conseil fédéral, des voix s'élèvent régulièrement pour déplorer les marges élevées des fournisseurs du fait d'un marché fermé.

Actuellement, les services industriels réalisent la plus grande partie de leurs bénéfices avec le gaz, car ils ne peuvent plus rien gagner dans le secteur de l'électricité avec les gros clients, qui

peuvent choisir leur fournisseur depuis la libéralisation partielle du marché. Reste à voir comment évolueront les marges en cas d'ouverture partielle du marché du gaz.

Le Conseil fédéral s'oppose à une libéralisation complète afin de permettre les innovations.

Je m'en félicite. Nous devons débattre des limites à poser à l'accès au marché, mais il est clair que le marché ne créera pas de lui-même les incitations requises pour transformer notre système énergétique. Le tournant énergétique ne répond pas à une logique de marché, mais à un projet politique. Pour prendre un autre exemple, le marché n'aurait pas percé le tunnel de base du Gothard, mais la Suisse devait construire la Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes. Il en va de même pour le système énergétique.

« Le tournant énergétique ne répond pas à une logique de marché, mais à un projet politique. »

Quels sont donc les jalons à poser ?

Tout d'abord, mettre en place une législation fiable qui définisse des objectifs clairs et incite à investir. Ensuite, l'attitude de chaque individu constitue un levier important. Il est aujourd'hui devenu soudainement possible de parler de sobriété et d'économie circulaire, c'est-à-dire d'une consommation de ressources et d'énergie aussi réduite que possible. Ce n'était pas le cas il y a 15 ans. Les grèves estudiantines pour le climat ont remis la sobriété au goût du jour. J'en suis ravi. Nous ne devons pas parler uniquement de technologie, mais également de nos habitudes. C'est pour cette raison que je trouve les services industriels si intéressants : ils sont proches de leur clientèle.

Entretien: Matthias Hausherr,
rédacteur à *La Vie économique*